

“Kabila doit se plier aux accords de la Saint-Sylvestre”

RD Congo Moïse Katumbi met la pression sur toute la majorité présidentielle et appelle le peuple congolais à la vigilance.

Entretien Hubert Leclercq

Moïse Katumbi est l'un des principaux opposants au président Joseph Kabila en République démocratique du Congo. Un opposant contraint à l'exil depuis près de dix mois (“c'est très long”) et une condamnation à trois ans de prison pour un dossier pour le moins douteux de spoliation d'un immeuble. Depuis le 31 décembre et les accords de la Saint-Sylvestre entre la majorité présidentielle et le Rassemblement de l'opposition (réunion de 9 plate-formes) sous l'égide de l'Eglise catholique congolaise, tout semble en place pour que le pays puisse enfin se diriger vers la première alternance démocratique au sommet du pouvoir. Mais depuis 70 jours, tout est au point mort. Pas la moindre virgule de cet accord n'a sorti ses effets et le décès le 1^{er} février dernier d'Etienne Tshisekedi, leader incontesté de ce Rassemblement, a encore compliqué la donne.

Monsieur Katumbi, pensez-vous que cet accord de la Saint-Sylvestre sera un jour d'application ?

Je veux croire en cet accord. Que les choses soient claires, ce sont le président et la majorité présidentielle qui font tout pour bloquer le processus. Mais ils ne doivent pas perdre de vue que si cet accord n'est pas appliqué, Joseph Kabila n'est plus légitime. Son dernier mandat s'est terminé le 19 décembre. C'est de cet accord de la Saint-Sylvestre qu'il peut tirer la légitimité pour prolonger un peu son maintien au pouvoir.

Quels sont les moyens dont vous disposez pour contraindre la majorité présidentielle à appliquer cet accord ?

On ne veut pas le chaos dans le pays mais Kabila et les siens nous y emmènent. Nous, si vous voulez bien regarder toutes les négociations de ces derniers mois, vous constaterez qu'on a tout fait pour éviter ce chaos, pour éviter la confrontation. On n'est pas non plus des demandeurs d'emploi qui se sont assis à la table de négociation pour décrocher un job. On veut sauver le peuple congolais. On ne va pas se laisser balader par le président, on va se réunir avec le Rassemblement et on va fixer une date butoir à la majorité présidentielle pour l'application de l'accord de la Saint-Sylvestre... Vous savez, aujourd'hui, on sait ce que trame le clan Kabila. Lors de la réouverture de la session parlementaire, certains députés ont été chargés de lancer un projet pour l'organisation d'un référendum. Ce qui est explicitement interdit dans l'accord de la Saint-Sylvestre. Cela indique donc clairement que la majorité ne veut pas appliquer ce texte et veut passer en force.

Que comptez-vous faire si ce scénario se produit ?

On appellera le peuple congolais à barrer la route à ces

gens et à leur projet. On demandera l'application de l'article 64 de la Constitution qui dit que tout Congolais a le devoir de faire échec à tout individu ou groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou qui l'exerce en violation des dispositions de la présente Constitution. Plus aucun élu n'est légitime dans notre pays puisque tous les délais pour le renouvellement des fonctions électorales ont été largement dépassés, nous sommes donc bien dans ce scénario décrit par l'article 64. Mais nous demanderons que ce mouvement se fasse pacifiquement.

Jusqu'ici, le pouvoir en place ne s'est pas montré très sensible à ces menaces.

On a le sentiment qu'il considère le fait que l'on s'assoit à la table des négociations comme une faiblesse. Mais ce n'est pas le cas. Je me répète, le Rassemblement veut, exige même, la fin des souffrances pour le peuple congolais. Le pays est au bord de la faillite. Le gouvernement va faire tourner la planche à billets, l'inflation sera terrible et les Congolais souffriront encore plus. Je ne sais pas comment l'Etat va payer les fonctionnaires dès le mois d'avril. Le seul responsable de cette situation, c'est Joseph Kabila et quelques-uns de ses caporaux dont certains étaient déjà en place sous Mobutu avant de fuir quand la situation est devenue désespérée.

Ces dernières semaines, des tensions sont apparues au sein du Rassemblement.

Beaucoup de choses ont été dites. Je constate qu'aujourd'hui nous avons un président du Rassemblement en la personne de Félix Tshisekedi et un président du comité du suivi de l'accord avec Pierre Lumbi. Je félicite tout le Rassemblement pour être parvenu à ce compromis.

Pensez-vous sérieusement que le président Kabila mettra en œuvre les accords de la Saint-Sylvestre ?

Il doit comprendre qu'il n'a plus le choix.

La présidentielle en 2017, vous y croyez toujours ?

Bien sûr. La Ceni a déjà enregistré près de la moitié des électeurs. En juin, tout peut être fini.

L'Etat aura-t-il les moyens d'organiser ce scrutin ?

L'actuel gouvernement affirme que le pays n'a pas les moyens d'organiser ces élections. C'est une manœuvre pour tenter de modifier le système électoral et passer au suffrage indirect. Le président serait ainsi élu par les députés. Je mets en garde ces députés, ils doivent savoir que le peuple ne veut pas se faire voler son scrutin. Il veut élire son prochain président. Qui plus est, les députés en place ne sont plus légitimes, leur mandat est arrivé à échéance, comme celui du président. Pour en revenir à votre question, oui, l'Etat congolais peut et va organiser ces élections. On va contribuer à leur organisation. Les Congolais qui ont les moyens ouvriront largement leur portefeuille, le

peuple se mobilisera pour donner ce qu'il peut, même 50 cents. C'est un message à envoyer à la communauté internationale pour lui montrer la détermination de tout un peuple. Avec un tel message, elle nous soutiendra. Chaque semaine, je suis dans les avions. Je parcours le monde à la recherche de soutiens pour le scrutin et pour l'après scrutin. Si on a l'alternance, en deux ou trois mois, on peut changer le visage du pays et mettre un terme à toutes ces tueries derrière lesquelles on retrouve la main du pouvoir. Cela doit cesser. Mon pays n'est pas une boucherie. Aucun peuple n'a le droit de souffrir comme souffre le peuple congolais. Ces voyages portent leurs fruits. La communauté internationale a compris qu'il y avait une forte opposition au Congo, qu'elle est crédible et qu'elle n'est pas là pour chercher un poste et les dollars. On voit que le regard change aux quatre coins du monde.

*“On ne va pas
se laisser balader
par le président,
on va se réunir
avec le
Rassemblement
et on va fixer
une date butoir
à la majorité
présidentielle
pour l'application
de l'accord de la
Saint-Sylvestre...”*

Moïse Katumbi

Un des leaders de l'opposition
congolaise.